

Les ambitions contrariées de Joe Biden

À termes, les démocrates et les républicains alignés sur un Trump vindicatif, abandon des Afghans sur la scène internationale et inflation galopante... Joe Biden, confronté à plusieurs écueils depuis son début de mandat, est en difficulté.

Maryse BUTEL, membre du comité de rédaction de *D&L*

La victoire de Joe Biden en novembre 2020 répondait au désir d'évincer Donald Trump et à la nécessité de consolider la démocratie américaine. Avec plus de sept-millions de voix d'avance⁽¹⁾ sur son adversaire, sa promesse de réconcilier le pays, de relancer l'économie et de reprendre l'initiative sur la scène internationale recevait enthousiasme et soulagement. Son élection réinstaurait une gouvernance apaisée et un respect du fonctionnement politique. Les premiers mois combinent les attentes des citoyens. Joe Biden s'attaque à la pandémie qui a déjà tué un demi-million d'Américains et lance une campagne de vaccination massive qui porte rapidement ses fruits. Afin de consolider les revenus des Américains, il fait voter son plan de soutien à l'économie⁽²⁾, qui est en réalité une ambitieuse politique de lutte contre la pauvreté des familles fragiles et des travailleurs précaires. Il remet la diplomatie et le dialogue au cœur des relations internationales, même s'il ne semble pas s'éloigner des choix politiques de son prédécesseur envers les Etats étrangers.

Un an plus tard, l'état de grâce est terminé et un sentiment de déception habite une partie du pays. Le Président est en recul dans les sondages et son taux d'approbation a chuté de dix points l'été dernier, pour s'établir à 44 % en novembre 2021. Empêtré dans ses réformes bloquées au Congrès à cause des divisions entre élus démocrates et incapable de réduire la fracture persistante avec les républicains, le Président a peiné à convaincre de sa

« Entre les démocrates et les républicains il y a un combat existentiel, une bataille culturelle sans merci que chaque camp livre pied-à-pied pour survivre. »

capacité à gouverner. La vice-présidente Kamala Harris, jugée trop effacée, est à seulement 37 % d'opinions favorables. Le moment de bascule dans l'opinion publique survient à la fin de l'été 2021, avec le retrait chaotique des troupes américaines de l'Afghanistan. Après vingt années de guerre, l'arrivée triomphale des talibans dès le départ des soldats est vécue comme une humiliation nationale, l'abandon du peuple afghan et des femmes en particulier est jugé intolérable aux yeux des Américains. Cette crise internationale entraîne alors une chute de 6 % du taux d'approbation du Président, et les courbes statistiques de satisfaction et de réprobation se croisent. Quelques semaines plus tard, un revers électoral sévère en Virginie, avec l'élection du gouverneur républicain Glenn Youngkin, entérine la désertion des électeurs indépendants. Ce coup de semonce précipite la réaction des démocrates, qui réussissent à faire voter le projet

de loi sur les infrastructures en novembre. Le deuxième projet est actuellement⁽³⁾ en débat au Sénat.

Deux projets de loi gigantesques

Au cours des trois premiers mois de son mandat, Joe Biden propose deux textes de loi aux contenus ambitieux et aux budgets colossaux. Le premier est un plan de rénovation des ponts, des autoroutes, du système électrique et de toutes les infrastructures vieillissantes du pays. Il s'agit du plus vaste programme de travaux publics depuis Dwight Eisenhower en 1958. Un imposant volet écologique est proposé afin d'adapter les équipements à la prévention du changement climatique. Le second plan, nommé « Build Back Better Act », concerne plusieurs programmes de réformes sociales et écologiques. De nouveaux droits sociaux sont ouverts aux Américains : l'extension de l'assurance maladie, le plafonnement des frais de garde des jeunes enfants de familles modestes, la création de crèches gratuites, l'accession

(1) Joe Biden a obtenu 81 268 924 voix contre 74 216 154 à Donald Trump, soit 51,31 % des 160 millions de votes. Le taux de participation de 67 % est le plus élevé depuis 1900.

(2) Plan de relance de l'économie de 1900 milliards de dollars. Les familles reçoivent plusieurs chèques de 1 400 dollars pour adultes et enfants.

(3) Le présent article a été écrit fin novembre 2021.

(4) La majorité est de 220 démocrates contre 212 républicains à la Chambre des représentants. Les sénateurs sont au nombre de 50 dans chacun des deux partis.

(5) Texas, Floride et Oklahoma.



Empêtré dans ses réformes bloquées au Congrès à cause des divisions entre élus démocrates et incapable de réduire la fracture persistante avec les républicains, Joe Biden a peiné, sur la dernière période, à convaincre de sa capacité à gouverner.

gratuite à l'école maternelle dès l'âge de 3 ans, l'instauration d'un congé payé de quatre semaines pour raison familiale et médicale, diverses mesures pour l'accès au logement et une proposition de réforme du système d'immigration, dont la régularisation des jeunes étrangers sans papiers. Le budget initial est de six-mille-milliards de dollars pour les deux projets. Bien que ces deux propositions représentent des avancées phénoménales sur le plan de la lutte contre les inégalités sociales et le réchauffement climatique, elles font l'objet de tractations interminables jusqu'à l'automne.

La paralysie des partis de gouvernement

Alors que les démocrates disposent d'une très courte majorité au Congrès⁽⁴⁾ après des élections décevantes où ils ont perdu des sièges, l'unité du Parti ne résiste pas à l'exercice du pouvoir. Les divisions entre l'aile progressiste et les plus conservateurs des démocrates perdurent et contraignent

le Président à réduire la portée de ses deux projets de réforme. Deux sénateurs démocrates très modérés, Joe Manchin, de Virginie-Occidentale, et Kyrsten Sinema, d'Arizona, s'opposent aux progressistes de la Chambre et ne cessent d'affaiblir le projet pour en limiter les coûts. Joe Manchin bloque le processus et contraint le Président à réduire de moitié son plan social, de trois-mille-six-cents à mille-sept-cent-cinquante-milliards de dollars. Ce n'est qu'après des mois passés à marchander avec leurs collègues que les dirigeants démocrates réussissent à combler les écarts entre les deux ailes du Parti. Le Congrès adopte finalement la loi sur les infrastructures, signée par Joe Biden, le 11 novembre 2021, pour mille-milliards de dollars, mais six élus démocrates, dont Alexandria Ocasio-Cortez, ne votent pas le texte.

Au Parti républicain, le venin du « grand mensonge » n'en finit plus de se distiller dans la société. En continuant à crier à la fraude électorale, Trump a conservé la

mainmise sur le Parti, maintenant sous sa coupe, et les candidats capitulent devant lui pour assurer leurs investitures aux élections. Reparti en campagne pour 2024, il mobilise sa base dans ses rallies en soufflant sur les braises de la division, il radicalise ses soutiens et maintient un climat délétère. Il a certes subi une défaite électorale mais il semble qu'il a remporté la victoire idéologique. Le Parti ne profère aucune critique à son encontre et soumet ses membres à une discipline partisane, rendant tout consensus quasi impossible avec le parti adverse.

Dans certains Etats républicains⁽⁵⁾, les gouverneurs sont à l'offensive et, à bas bruit, font voter des lois pour favoriser l'élection des républicains par le redécoupage des circonscriptions et restreindre l'accès au vote par correspondance, traditionnellement choisi par les démocrates. De nouvelles lois sont votées sur le port d'armes à feu en public et sans permis, et sur le contenu des programmes d'enseignement. Au Texas le gouverneur Greg

Abbott fait de cet Etat le laboratoire d'une Amérique réactionnaire. Il a sacrifié les droits des femmes avec l'interdiction d'avorter au-delà de six semaines, quelles que soient les situations qu'elles endurent. Après la plainte déposée par Joe Biden auprès de la Cour suprême, les neuf sages devront se prononcer sur la constitutionnalité de cette loi.

Car entre les démocrates et les républicains il y a un combat existentiel, une bataille culturelle sans merci que chaque camp livre pied-à-pied pour survivre. Le sociologue James Davison Hunter a théorisé leur antagonisme dans un ouvrage intitulé *The Struggle to Define America*⁽⁶⁾, dans lequel il montre qu'un climat de guerre civile culturelle oppose deux camps aux conceptions irréconciliables, où la rhétorique prévaut.

Des tensions sur le marché du travail

Sur le plan économique, le mois d'octobre 2021 a vu se multiplier des mouvements sociaux d'une grande ampleur. Une vague de grèves sans précédent aux Etats-Unis traverse la société, portée par des salariés éreintés par la pandémie et aspirant à de meilleures conditions salariales. Depuis le mouvement des enseignants en Virginie-Occidentale en 2018, les conflits étaient déjà en hausse, mais grâce à la crise sanitaire, les travailleurs ont pris conscience qu'ils étaient essentiels et que l'économie ne pouvait pas fonctionner sans eux. Des grèves de plusieurs semaines se déroulent chez le fabricant de céréales Kellogg's, à l'usine des biscuits apéritif Frito-Lay, filiale de PepsiCo, au Kansas, ou chez l'industriel du biscuit Nabisco. Ce mouvement appelé « Striketo-

« Sur le plan économique, le mois d'octobre 2021 a vu se multiplier aux Etats-Unis des mouvements sociaux d'une grande ampleur. Une vague de grèves sans précédent, portée par des salariés éreintés par la pandémie et aspirant à de meilleures conditions salariales. »

ber » touche aussi d'autres domaines. Plus de deux-mille employés d'un hôpital privé de Buffalo, dans l'Etat de New York, se sont mobilisés. A Hollywood enfin, la grève des équipes de tournage est évitée de justesse. La plus emblématique de ces luttes revient aux dix-mille salariés de l'équipementier agricole John Deere, qui n'avaient pas fait grève depuis trente-six ans. Au terme d'un mois de combat, ils ont obtenu une hausse immédiate des salaires de 10 %, une prime de huit-mille-cinq-cents dollars et des augmentations échelonnées sur les deux ans à venir.

Pour d'autres salariés, la pandémie est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et malgré de meilleures conditions salariales, ils remettent radicalement leur emploi en jeu et démissionnent. Ils sont en position de force puisque vingt-deux-millions et demi d'Américains ont quitté leur emploi pour changer de vie. Le changement culturel est profond car les inégalités se sont creusées de façon délirante. Maintenant, une majorité de citoyens aspirent à voir l'Etat être davantage présent. « La grande démission » rebat les cartes et plus de dix-millions de postes sont à pourvoir.

Les écueils à surmonter dans la période à venir

La forte inflation qui accompagne la sortie de la récession demeure un sérieux sujet de préoccupation, pour le Président. En effet, la hausse des prix outre-Atlantique a atteint en octobre 2021 le record de 6,2 % sur un an, dont 5,4 % pour les produits alimentaires et quasiment 50 % pour les carburants. Cette hausse affecte gravement les revenus des Américains et contribue sans aucun doute à la chute de popularité de Joe Biden. A ses yeux⁽⁷⁾, « inverser cette tendance est une priorité absolue », aussi vient-il d'annoncer la mise sur le marché de cinquante-millions de barils de pétrole brut issus des réserves stratégiques des Etats-Unis. Si elle n'est pas contrôlée,

l'inflation pourrait sérieusement influer sur les résultats des démocrates aux élections de la mi-mandat, en novembre 2022, et leur faire perdre de nombreux sièges. Comme l'indique l'historien Douglas Brinkley⁽⁸⁾, « dans l'histoire récente, il n'existe pas de plus gros boulet pour les Présidents que l'inflation ».

La persistance de l'épidémie de Covid-19 est un autre sujet d'inquiétude, pour Biden. Malgré les mesures prises allant jusqu'à l'incitation financière, seuls 59 % des Américains sont vaccinés. Certains Etats républicains, tels la Floride et le Texas, ont refusé les injonctions sanitaires gouvernementales⁽⁹⁾ et n'ont pas rendu les masques et le vaccin obligatoires. Après une accalmie rassurante, le nombre de personnes mortes de la Covid était reparti à la hausse, en juillet 2021⁽¹⁰⁾. Les experts médicaux estiment qu'avec la reprise prévisible de l'épidémie cet hiver, le nombre d'un million de victimes sera certainement atteint au printemps 2022.

L'immigration demeure aussi une tache sur le parcours du Président. L'Amérique qu'il avait dépeinte comme une terre d'accueil a montré un visage d'horreur lors de la diffusion des images des Haïtiens, victimes d'un tremblement de terre, rejetés par les shérifs à coups de fouet, à leur arrivée sur le sol américain, tandis qu'ils tentaient de rejoindre la rive du Rio Grande. Sur la scène internationale, l'attitude agressive envers la Chine au sujet de Taïwan demeure un sujet d'alarme.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est prématûr de dire si Joe Biden peut convaincre et rassembler l'Amérique, ou si un retour du trumpisme est à craindre. Les prévisions sont pessimistes pour l'heure, mais peuvent évoluer comme précédemment avec Ronald Reagan. L'inquiétude centrale du Parti demeure la capacité du Président à œuvrer suffisamment pour gagner les électeurs et éviter le désastre des élections de mi-mandat de 2022. ●

(6) *Culture Wars: the Struggle to define America*, publié en 1991. L'ouvrage évoque l'idée d'une lutte, pour définir la vie publique américaine tiraillée entre deux cultures: les progressistes et les orthodoxes. Le cadre d'analyse historique est illustré à travers plusieurs problèmes contemporains: le droit à l'avortement, la prière à l'école, les droits des homosexuels, etc.

(7) *Los Angeles Times*, édition du 10 novembre 2021.

(8) Cité par le *Los Angeles Times*, cf. note 7.

(9) Les Etats proches des montagnes Rocheuses connaissent une flambée de la Covid à l'heure actuelle, ainsi que le Michigan et le Minnesota.

(10) On compte sept-cent-soixante-quinze mille morts de la Covid fin novembre 2021. Dans neuf cas sur dix, les nouvelles victimes ne sont pas vaccinées.